

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023

Présentation en séance du Conseil Municipal du 2 mars 2023

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023

La tenue du débat d'orientation budgétaire lors de la présentation du rapport d'orientation budgétaire (ROB) est obligatoire pour les communes de plus de 3 500 habitants.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

- Conformément aux termes de l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Maire présente au conseil municipal un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.
- Le rapport d'orientation budgétaire constitue une formalité substantielle de la procédure budgétaire

Une délibération sur le budget non précédée de ce débat est entachée d'illégalité et peut entraîner l'annulation du budget.

Le débat doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif. Il ne peut pas être organisé au cours de la même séance que l'examen du budget primitif. La tenue de ce débat donne lieu à une séance distincte.

La tenue du débat doit être retracée dans le compte-rendu de la séance.

Le débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel. Il doit néanmoins faire l'objet d'une délibération transmise au Préfet à laquelle est annexé le rapport d'orientation budgétaire.

FINALITE DU DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

- Constaté le degré d'exécution financière de l'exercice 2022.
- Constaté la situation financière de la collectivité.
- Evaluer les marges de manœuvre financière.
- Mettre en adéquation les orientations proposées par les commissions municipales et les marges de manœuvre financière.
- S'exprimer sur la stratégie financière de la commune.

I- Loi des Finances 2023 : principales dispositions pour le bloc communal

CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

Le contexte économique en France

LE GRAND RETOUR DE L'INFLATION

Evolution des prix en France (IPCH): +2,1% en 2021, +5,8% en 2022, +4,7% prévue en 2023

UN RALENTISSEMENT MARQUÉ DE LA CROISSANCE

Après une hausse « technique » du PIB de +6,8% en volume en 2022, la LFI prévoit +1% en 2023 en volume

LA CONSOMMATION ET L' INVESTISSEMENT FAIBLISSENT

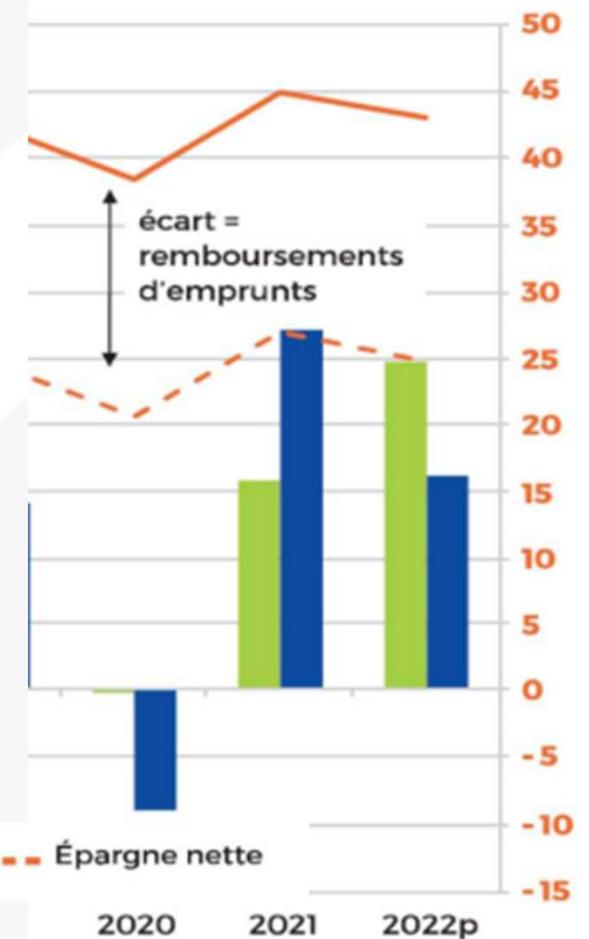
Evolution de la consommation des ménages: +5,2% en 2021, +2,5% en 2022, +1,4% prévue en 2023

Evolution de l'investissement des entreprises: +0,91% prévus en 2023, après 1,4% en 2022 et 11,4% en 2021

L'impact sur les collectivités locales

➔ UNE INFLATION TRES MARQUEE DANS LE PANIER D'ACHATS DU MAIRE

Produits alimentaires	+ 4,2 % (7 mois 2022/7 mois 2021)
Combustibles et carburants	+ 51,8 % (7 mois 2022/7 mois 2021)
Électricité, gaz, vapeur, air conditionné	+ 66,1 % (7 mois 2022/7 mois 2021)
BT01	+ 7,1 % (6 mois 2022/6 mois 2021)
TPO1	+ 10,2 % (6 mois 2022/6 mois 2021)



➔ UNE EPARGNE BRUTE QUI DEVRAIT
MARQUER LE PAS EN 2022 2023

■ Dépenses de fonctionnement ■ Recettes de fonctionnement — Épargne brute - - - Épargne nette

DISPOSITIONS FISCALES

L'impact sur les collectivités locales

**Revalorisation forfaitaire des
bases locatives cadastrales
de 7,1 %**

Report à 2025 de l'entrée en
vigueur de la révision des valeurs
locatives des locaux
professionnels

Report à 2028 de la révision
générale des valeurs locatives
des locaux d'habitation

Les évolutions de la fiscalité locale

La rupture progressive du lien contributif entre les résidents et les collectivités locales s'accroît

TAXE D'HABITATION

- Suppression totale de la TH sur les résidences principales en 2023

CVAE

- Après une baisse de 50% en 2020-2021, disparition totale à partir de 2024

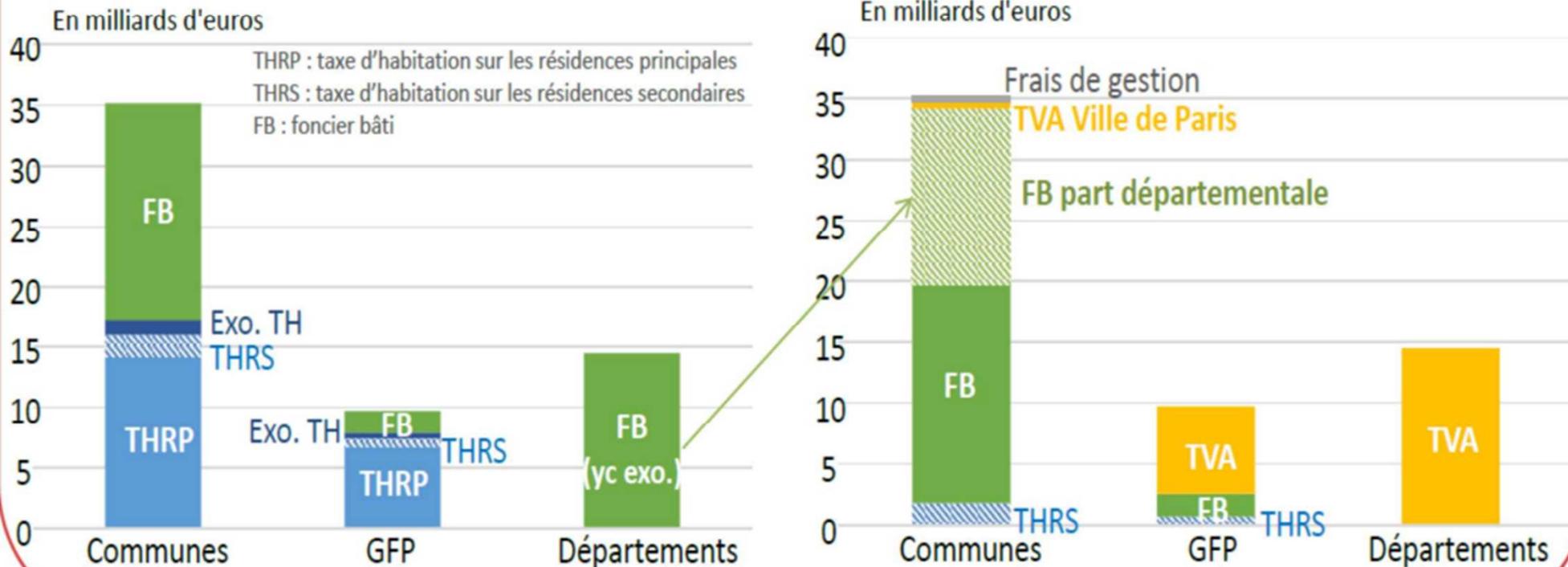
« 53% des recettes fiscales des collectivités locales sont désormais sans pouvoir de taux »

Suppression de la TH RP

Impact pour les collectivités locales de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales

Avant réforme

Après réforme



© La Banque Postale Collectivités Locales

DOTATIONS ET AUTRES CONCOURS DE L'ETAT

AU TOTAL

Total des concours financiers aux collectivités territoriale progresse de 2,1% - **Mais** avec une inflation anticipée de 4,5%

CREDITS DE FONCTIONNEMENT

Hausse de +10,7% de la DSR en 2023 – Stabilité prévue de la DGF

Amortisseur électricité: 50% de l'écart entre le prix du contrat et le prix plancher amortisseur fixé par la LFI (180 €/kw)

Elargissement du Filet de sécurité (éligibilité avec baisse de 15% ou plus de l'épargne brute)

CREDITS D'INVESTISSEMENT

DSIL et DETR en baisse de 1,6% - Fin de la DSIL exceptionnelle
« Plan de relance »

Nouveau « FONDS VERT » pour financer la transition écologique des collectivités – 2 Mds€ en AE et 500 M€ en CP pour 2023

II- Rétrospective section de fonctionnement 2022

- 1 - Analyse de la structure des dépenses et des recettes de fonctionnement 2022
- 2 - L'endettement et la capacité de remboursement de la dette

1 – Analyse de la structure des dépenses et des recettes de fonctionnement 2022

Charges

- Charges à caractère général (011)
- Charges de personnel (012)
- Autres charges de gestion courante (65)
- Charges financières (66)

Ratio de structure sur le fonctionnement : coefficient d'autofinancement courant

Recettes

- Produit des impositions directes
- Autres recettes d'origine fiscale
- Dotation Globale de Fonctionnement

Compte Administratif 2022

COMPTE ADMINISTRATIF 2022 - VIEILLEVILLE

FONCTIONNEMENT

Dépenses de fonctionnement = 3 378 592,47 €	011 - Charges à caractère général = 1 166 230,56 €	70 - Produits des services = 376 427,17 €	Recettes de fonctionnement = 3 824 399,13 €
	012 - Charges de personnel = 1 386 981,11 €	73 - Impôts et taxes = 2 042 171,26 €	
	65 - Autres charges de gestion courante = 404 410,17 €	74 - Dotations, participations = 1 175 841,42 €	
	66 - Charges financières (intérêts des emprunts) = 102 782,62 €	75 - Autres produits de gestion courante = 82 160,05 €	
	67 - Charges exceptionnelles = 14 628,51 €	76 - Produits financiers = 2,32 €	
	68 - Dotations aux provisions = €	77 - Produits exceptionnels = 33 157,61 €	
	042 - Opérations d'ordre = 303 559,50 €	78 - Reprises sur provisions = 81 €	
	Excédent de fonctionnement = 445 805,71 €	013 - Atténuation de charges = 57 564,75 €	
		042 - Opérations d'ordre = 56 993,55 €	
		Besoin de financement = €	

**Recettes - dépenses =
excédent de fonctionnement de
+ 445 806,66 €**

INVESTISSEMENT

Dépenses d'investissement = 4 827 161,97 €	16 - Capital des emprunts = 388 278,12 €	10 - Dotations, fonds divers et réserves = 1 951 445,34 € (dont 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé : 1 623 969,82 €)	Recettes d'investissement = 5 422 686,15 €
	10 - FCTVA = 807,98 €	13 - Subventions d'investissement = 106 567,50 €	
	2 - Equipements bruts = 4 071 064,87 €	16 - Emprunt + caution = 3 000 307,70 €	
	001 - Déficit d'investissement N-1 = 290 477,45 €	238 - Avances et acomptes = 41 266,11 €	
	040 - Opérations d'ordre = 56 993,55 €	040 - Opérations d'ordre = 303 559,50 €	
	041 - Opérations patrimoniales = 19 540,00 €	041 - Opérations patrimoniales = 19 540,00 €	

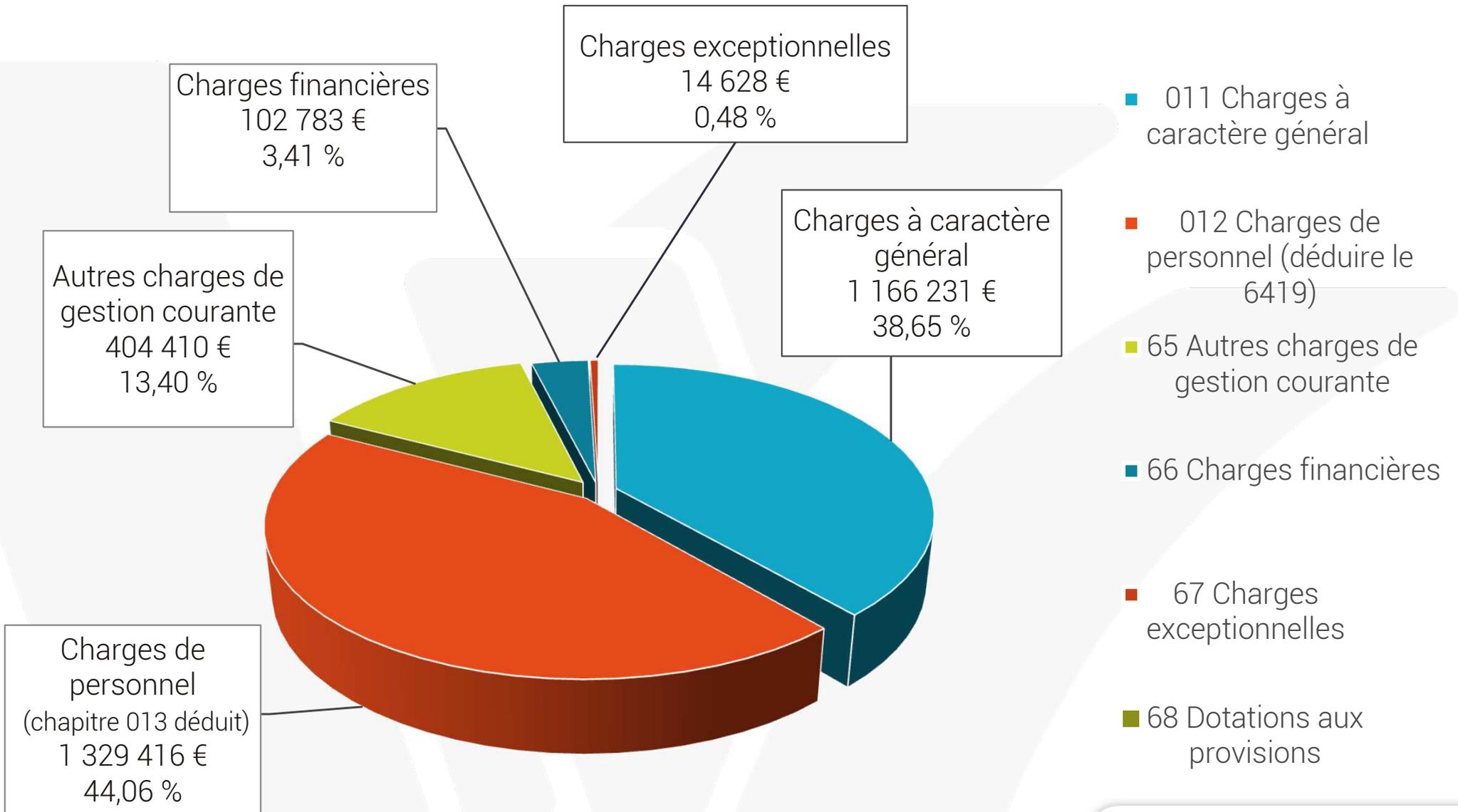
**Recettes - dépenses =
excédent d'investissement de
595 524,18 €**

Résultat d'ensemble : 445 806,66 € (excédent de fonctionnement) + 595 524,18 € (excédent d'investissement) = 1 041 330,84 €

Rappel des dépenses de fonctionnement 2022

Dépenses réelles de fonctionnement 2022

[3 017 468 €]



Charges à caractère général / dépenses réelles de fonctionnement

Objectif : calculer la part des dépenses de fonctionnement affectée aux charges à caractère général (011)

	2020	2021	2022
Dépenses réelles de fonctionnement (chapitre 013 déduit)	2 530 867 €	2 767 305 €	3 017 468 €
Charges à caractère général	915 916 €	1 011 027 €	1 166 231 €
Montant en € par habitant (*)	227 €	251 €	285 €
Charges à caractère général / dépenses réelles de fonctionnement	36,19 %	36,53 %	38,65 %

(*) *Communes de même strate pour l'année 2021 :*
au niveau départemental : 235 € / régional : 219 € / national : 244 €

On constate une augmentation des charges à caractère général (+ 155 203 € soit + 15,35 %) par rapport à 2021 du fait :

- De la hausse des dépenses d'énergie et d'alimentation (factures gaz + restauration scolaire : + 71 006 €) ;
- De l'entretien de la voirie (2021 : 106 404 € / 2022 : 137 237 € soit + 30 833 €) ;
- De l'entretien des terrains (travaux d'élagage pour la fibre + travaux de débroussaillage autour de la station d'épuration soit + 11 800 €) ;
- De la dommage ouvrage du complexe sportif Henri Dupont (+ 14 372 €).

Charges de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

Objectif : calculer la part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux charges de personnel (012)

	2020	2021	2022
Dépenses réelles de fonctionnement (chapitre 013 déduit)	2 530 867 €	2 767 305 €	3 017 468 €
Charges de personnel (chapitre 013 déduit)	1 149 171 €	1 219 040 €	1 329 416 €
Montant en € par habitant (*)	285 €	302 €	325 €
Charges de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	45,41 %	44,05 %	44,06 %

(*) *Communes de même strate pour l'année 2021 :*
au niveau départemental : 450 € / régional : 388 € / national : 457 €

Commentaires

On constate une augmentation des charges du personnel (+ 110 376 € soit + 9,05 %) par rapport à 2021 du fait :

- De la revalorisation du point d'indice au 01/07/2022 (+ 3,5 % soit + 19 303 €) ;
- de l'augmentation du SMIC horaire brut (au 1^{er} janvier/au 1^{er} mai/au 1^{er} août : + 14 249 €)
- Du service commun CSMA pour le site internet (+ 9 240 €) ;
- De l'indemnité inflation (3 300 €) ;
- De la création du poste « communication » (27 722 €) ;
- De l'arrêt de la prise en charge des charges patronales poste administration générale (17 838 €) ;
- Du remplacement des agents en arrêt de travail.

Pour mémoire, évolution des CA et projection BP 2023 :

Chapitre / Compte	Charges de fonctionnement	2018	2019	2020	2021	2022	Projet 2023
012	Charges de personnel	1 155 616 €	1 097 586 €	1 203 871 €	1 299 258 €	1 386 981 €	1 417 750 €
013 / 6419 (recette)	Déduction des remboursement s sur rémunérations du personnel (CPAM, SOFAXIS ...)	- 47 501 €	- 29 003 €	- 54 701 €	- 80 218 €	- 57 565 €	- 30 000 €
Evolution nette (D-R)		1 108 115 €	1 068 583 €	1 149 171 €	1 219 040 €	1 329 416 €	1 387 750 €

2022 / 2021 : + 110 376 € soit + 9,05 %

Autres charges de gestion courante / dépenses réelles de fonctionnement

Objectif : calculer la part des dépenses de fonctionnement affectée aux autres charges de gestion courante (65)

	2020	2021	2022
Dépenses réelles de fonctionnement (chapitre 013 déduit)	2 530 867 €	2 767 305 €	3 017 468 €
Montant des autres charges de gestion courante (*)	363 249 €	432 431 €	404 410 €
Montant des autres charges de gestion courante / dépenses réelles fonctionnement	14,35 %	15,63 %	13,40 %

() Contributions aux organismes de regroupement + autres contributions obligatoires + subventions associations, CCAS, AFAPAF et organismes de droit privé (OGEC ...) + indemnités et cotisations des élus*

Commentaires

Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) sont en baisse de 28 021 € (- 6,48 %) par rapport au CA 2021 du fait :

→ De la contribution pour la piscine de Montaigu (2021 : 15 080 € / 2022 : 6 035 € soit - 9 045 €) – cette contribution se termine fin 2023 ;

→ De la participation à l'OGEC (2021 : 156 774 € / 2022 : 177 514 € soit + 20 740 €) ;

→ De l'effacement des réseaux téléphoniques / SYDELA (2021 : 41 374 € / 2022 : 1 462 € soit - 39 912 €).

Charges financières / dépenses réelles de fonctionnement

Objectif : calculer la part des dépenses de fonctionnement affectée au règlement des intérêts des emprunts (66)

	2020	2021	2022
Dépenses réelles de fonctionnement (chapitre 013 déduit)	2 530 867 €	2 767 305 €	3 017 468 €
Coût des intérêts	100 821 €	93 194 €	100 828 €
Montant en € par habitant (*)	25 €	23 €	25 €
Coût des intérêts / dépenses réelles fonctionnement	3,98 %	3,37 %	3,34 %

(*) Communes de même strate pour l'année 2021 :
au niveau départemental : 12 € / régional : 15 € / national : 20 €

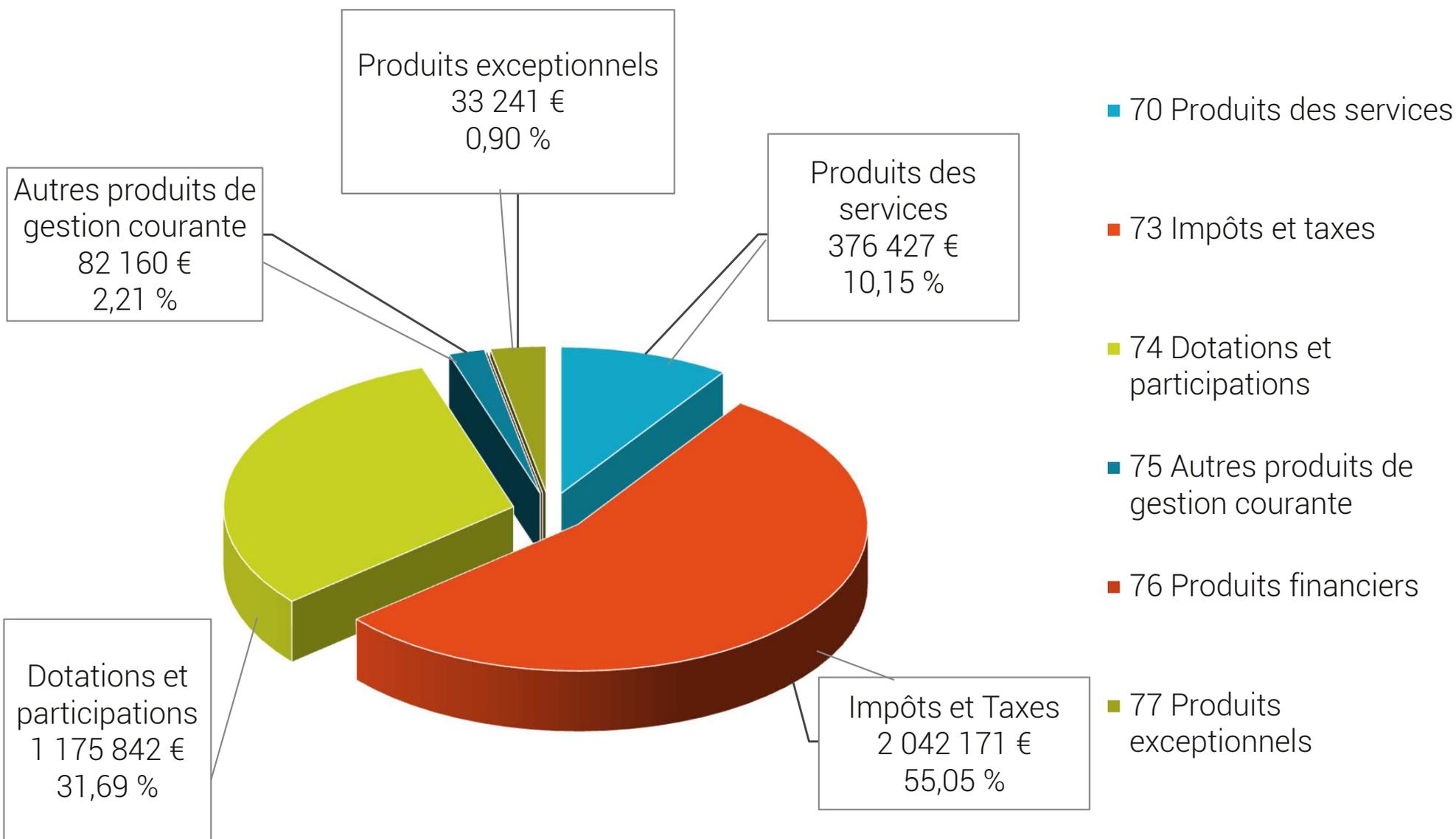
Ratio de structure sur le fonctionnement : coefficient d'autofinancement courant

Objectif : plus ce ratio est proche de 1, plus la CAF (Capacité d'AutoFinancement) nette se réduit et la commune ne dispose plus de ressources pour ses investissements et doit s'endetter plus.
Le seuil d'alerte se déclenche si ce ratio est > à 1 pendant 2 exercices successifs.

	2020	2021	2022
Charges de fonctionnement réelles (chapitres 011+012+65+66+67) – (013+6218+722+6541)	2 507 196 €	2 709 907 €	2 982 931 €
Produits de fonctionnement réels (chapitres 70+73+74+75) – (775)	3 264 162 €	3 414 364 €	3 676 161 €
Ratio	0,77 %	0,79 %	0,81 %

Rappel des recettes de fonctionnement 2022

Recettes réelles de fonctionnement (3 709 841 €)



Commentaires

Les produits des services du domaine & ventes diverses (chapitre 70) et les autres produits de gestion courante (chapitre 75) sont en hausse de 33 512 € (+ 9,77 %) et 9 455 € (+ 13 %) par rapport au CA 2021 :

⇒ Concessions cimetièrre perçues en totalité en 2022 et reversées au CCAS par subvention : + 5 120 € ;

⇒ Redevance restauration scolaire et accueil périscolaire : + 12 836 € ;

⇒ Remboursement de frais par le GFP de rattachement : + 7 507 € (taxe foncière c/ la station d'épuration remboursée par la CSMA en 2022 et payée directement par la CSMA en 2021) ;

⇒ Remboursement de frais par d'autres redevables : + 5 866 € c/ repas CONVIVIO facturés au CLSH.

Produits des impositions directes / population

Objectif: calculer le produit des 3 taxes en € versé par habitant
Les 3 taxes: la taxe d'habitation, la taxe foncière sur les propriétés
bâties et non bâties

	2020	2021	2022
Produit des impositions directes (73111)	1 457 837 €	1 522 304 €	1 570 412 €
Nombre d'habitants (INSEE)	4031 habitants	4031 habitants	4085 habitants
Produit des impositions directes / population	362 €	378 €	384 €

Communes de même strate pour l'année 2021 :
au niveau départemental : 442 € / régional : 414 € / national : 455 €

Évolution des produits et des taux

	TAXE D'HABITATION						TAXE FONCIERE BATI						TAXE FONCIERE NON BATI						TOTAL DES 3 TAXES
	Produits	Evolution		Taux	Evolution		Produits	Evolution		Taux	Evolution		Produits	Evolution		Taux	Evolution		
		Montant	%		Montant	%		Montant	%		Montant	%		Montant	%		Montant	%	
2022	28 054 €	2 047 €	7,871%	19,48	0,00	0,00%	1 405 873 €	41 133 €	3,014%	31,22	0,16	0,52%	136 485 €	4 928 €	3,746%	49,81	0,00	0,00%	1 570 412 €
2021	26 007 €	-767 162 €	-96,721%	19,48	0,00	0,00%	1 364 740 €	833 083 €	156,696%	31,06	15,00	93,40%	131 557 €	452 €	0,345%	49,81	0,00	0,00%	1 522 304 €
2020	793 169 €	14 748 €	1,895%	19,48	0,00	0,00%	531 657 €	14 907 €	2,885%	16,06	0,16	1,01%	131 105 €	1 549 €	1,196%	49,81	0,00	0,00%	1 455 931 €
2019	778 421 €	35 847 €	4,827%	19,48	0,10	0,52%	516 750 €	16 531 €	3,305%	15,90	0,10	0,63%	129 556 €	2 436 €	1,916%	49,81	0,10	0,20%	1 424 727 €
2018	742 574 €	15 368 €	2,113%	19,38	0,19	1%	500 219 €	20 298 €	4,229%	15,80	0,23	1,50%	127 120 €	3 046 €	2,455%	49,71	0,49	1%	1 369 913 €
2017	727 206 €	25 667 €	3,659%	19,19	0,19	1%	479 921 €	14 691 €	3,158%	15,57	0,15	1%	124 074 €	475 €	0,384%	49,22	0,00	0%	1 331 201 €
2016	701 539 €	-5 922 €	-0,837%	19,00	0,19	1%	465 230 €	8 953 €	1,962%	15,42	0,15	1%	123 599 €	2 860 €	2,369%	49,22	0,50	1%	1 290 368 €
2015	707 461 €	36 912 €	5,505%	18,81	0,19	1%	456 277 €	18 318 €	4,183%	15,27	0,15	1%	120 739 €	2 193 €	1,850%	48,72	0,48	1%	1 284 477 €
2014	670 549 €	21 388 €	3,295%	18,62	0,18	1%	437 959 €	12 831 €	3,018%	15,12	0,15	1%	118 546 €	1 136 €	0,968%	48,24	0,48	1%	1 227 054 €
2013	649 161 €	17 671 €	2,798%	18,44	0,18	1%	425 128 €	17 007 €	4,167%	14,97	0,15	1%	117 410 €	2 866 €	2,502%	47,76	0,47	1%	1 191 699 €
2012	631 490 €	32 843 €	5,486%	18,26	0,18	1%	408 121 €	28 646 €	7,549%	14,82	0,15	1%	114 544 €	3 440 €	3,096%	47,29	0,47	1%	1 154 155 €
2011	598 647 €	32 982 €	5,831%	18,08	0,27	1,50%	379 475 €	33 953 €	9,827%	14,67	0,22	1,50%	111 104 €	4 144 €	3,874%	46,82	0,69	1,50%	1 089 226 €
2010	565 665 €			17,81			345 522 €			14,45			106 960 €			46,13			1 018 147 €

Autres recettes d'origine fiscale

	2020	2021	2022
Attribution de compensation	238 107 €	238 107 €	238 107 €
Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	145 381 €	138 857 €	176 847 €
Taxe d'aménagement	60 795 €	67 608 €	89 153 €
Taxe sur terrains nouvellement constructibles	5 330 €	32 854 €	17 369 €
Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)	302 €	302 €	302 €
Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC)	18 521 €	0 €	0 €

Dotation Globale de Fonctionnement / population

Définition de la DGF : part de la TVA perçue par l'État, reversée aux collectivités locales en fonction du nombre d'habitants...

Objectif : calculer ce que l'État verse à la commune par habitant

	2020	2021	2022
Produit de la DGF (Dotation forfaitaire + DSR + DNP)	890 730 €	944 406 €	998 662 €
Nombre d'habitants (INSEE)	4031 habitants	4031 habitants	4085 habitants
DGF par habitant	221 €	234 €	244 €

Communes de même strate pour l'année 2021 :
au niveau départemental : 179 € / régional : 182 € / national : 147 €

Evolution de la D.G.F.

ANNEES	POPULATION DGF	DOTATION FORFAITAIRE	ECART		DOTATION DE SOLIDARITE RURALE (DSR)	ECART		DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION (DNP)	ECART		TOTAL GENERAL	ECART	
			MONTANT	%		MONTANT	%		MONTANT	%		MONTANT	%
2022	4 106	403 347	4 791	1,20%	526 323	44 589	9,26%	68 992	4 876	7,60%	998 662	54 256	5,74%
2021	4 051	398 556	-125	-0,03%	481 734	43 115	9,83%	64 116	10 686	20,00%	944 406	53 676	6,03%
2020	4 051	398 681	-1 305	-0,33%	438 619	30 332	7,43%	53 430	-5 937	-10,00%	890 730	23 090	2,66%
2019	4 066	399 986	-435	-0,11%	408 287	7 433	1,85%	59 367	-6 596	-10,00%	867 640	402	0,05%
2018	4 071	400 421	2 176	0,55%	400 854	19 038	4,99%	65 963	-22 905	-25,77%	867 238	-1 691	-0,19%
2017	4 046	398 245	-30 288	-7,07%	381 816	52 711	16,02%	88 868	-7 488	-7,77%	868 929	14 935	1,75%
2016	4 043	428 533	-57 134	-11,76%	329 105	33 771	11,43%	96 356	7 706	8,69%	853 994	-15 657	-1,80%
2015	4 033	485 667	-55 169	-10,20%	295 334	41 001	16,12%	88 650	-5 245	-5,59%	869 651	-19 413	-2,18%
2014	4 027	540 836	-20 458	-3,64%	254 333	16 168	6,79%	93 895	5 573	6,31%	889 064	1 283	0,14%
2013	4 007	561 294	1 269	0,23%	238 165	27 432	13,02%	88 322	574	0,65%	887 781	29 275	3,41%
2012	3 994	560 025			210 733			87 748			858 506		

2 - L'endettement et la capacité de remboursement de la dette

- Annuité de la dette / recettes réelles de fonctionnement
- Encours de la dette / population
- Encours de la dette / épargne brute
- Endettement pluriannuel
- Tableau de la dette en capital au 31 décembre de l'exercice
- Emprunts de la commune
- Capacité d'autofinancement

Annuité de la dette / recettes réelles de fonctionnement

Objectif: mesurer le poids de l'annuité de la dette

Définition annuité de la dette: elle est composée du montant des intérêts des emprunts et du montant du remboursement du capital. L'addition de ces deux montants permet de mesurer le poids exact de la dette à long et moyen terme pour la collectivité (seuil d'alerte : 19 %)

	2020	2021	2022
Recettes réelles de fonctionnement (chapitre 013 déduit)	3 384 902 €	3 622 462 €	3 709 841 €
Annuité de la dette = intérêts (66) + remboursement du capital (16)	364 322 €	362 625 €	488 150 €
Ratio d'autofinancement courant (ratio de solvabilité)	10,76 %	10,01 %	13,16 %

Encours de la dette / population

Objectif : situer l'endettement de la collectivité

	2020	2021	2022
Montant de la dette au 31 décembre	3 633 027 €	3 362 714 €	5 974 846 €
Nombre d'habitants (INSEE)	4031 habitants	4031 habitants	4085 habitants
Encours de la dette par habitant	902 €	834 €	1 463 €

*Communes de même strate pour l'année 2021 :
au niveau départemental : 553 € / régional : 607 € / national : 702 €*

Encours de la dette / épargne brute

Objectif : ratio universel qui permet d'apprécier la solvabilité et la capacité de remboursement de la dette. Ce ratio permet de mesurer le nombre d'années d'épargne brute (d'autofinancement) pour rembourser la dette de la commune.

Entre 0 et 8 ans : bonne situation financière
Entre 9 et 15 ans : situation financière à surveiller
Au dessus de 15 ans : situation financière dégradée

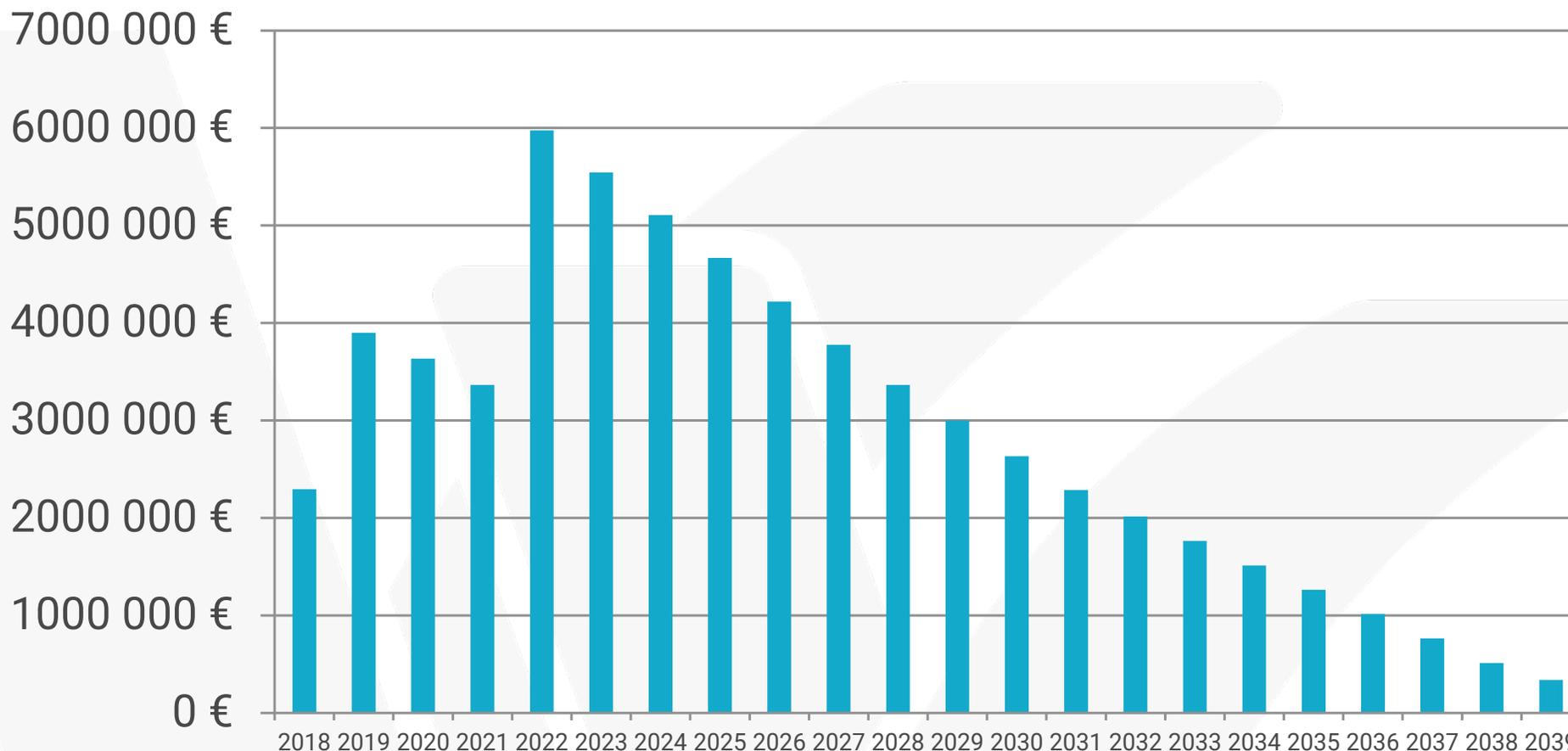
	2020	2021	2022
Montant de la dette au 31 décembre	3 633 027 €	3 362 714 €	5 974 846 €
Épargne brute = recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement <i>(hors opérations exceptionnelles)</i>	790 281 €	753 886 €	673 843 €
Nombre d'années pour rembourser la dette (ratio de désendettement)	4,60 années	4,46 années	8,87 années

Nouvel emprunt contracté en avril 2022 : 3 000 000 €

Endettement pluriannuel

Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Capital restant dû au 31 décembre
2019	366 294,74 €	100 820,69 €	265 474,05 €	3 898 500,76 €
2020	363 506,40 €	93 193,58 €	270 312,82 €	3 633 026,71 €
2021	488 695,51 €	100 827,93 €	387 867,58 €	3 362 713,89 €
2022	529 164,13 €	98 516,09 €	430 648,04 €	5 974 846,31 €
2023	525 250,79 €	89 086,48 €	436 164,31 €	5 544 198,27 €
2024	521 337,46 €	79 410,50 €	441 926,96 €	5 108 033,96 €
2025	517 424,13 €	69 477,11 €	447 947,02 €	4 666 107,00 €
2026	502 083,01 €	59 274,48 €	442 808,53 €	4 218 159,98 €

Tableau de la dette en capital au 31 décembre de l'exercice



Nouvel emprunt contracté en 2022 de 3 000 000 €.

Emprunts de la commune

N° EMPRUNT	OBJET	MONTANT EMPRUNTE	DUREE	TAUX FIXE	DATE DEBUT	DATE FIN
40	2 RESTAURANTS SCOLAIRES + LOCAL ASSOCIATIF	1 200 000,00 €	20 ANS	4,57 %	2012	2032
42	PLACE DE LA MAIRIE ET AVENUE JULES VERNE	500 000,00 €	15 ANS	4,40 %	2012	2027
44	OPERATIONS D'INVESTISSEMENT PREVUES AU BUDGET 2012	350 000,00 €	15 ANS	3,92 %	2014	2028
46	TRAVAUX D'AMENAGEMENT 2013	350 000,00 €	15 ANS	3,35 %	2013	2028
48	CONSTRUCTION DU POLE DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE	500 000,00 €	15 ANS	1,40 %	2016	2031
50	INVESTISSEMENTS 2018 A 2021	2 000 000,00 €	20 ANS	1,54 %	2019	2039
52	INVESTISSEMENTS 2021 ET 2022	3 000 000,00 €	20 ANS	0,75 %	2022	2042

Capacité d'autofinancement

	Recettes réelles de fonctionnement <i>(chapitres 013 atténuation de charges et 77 produits exceptionnels exclus)</i>	Dépenses réelles de fonctionnement <i>(chapitre 013 atténuation de charges déduit et chapitre 67 charges exceptionnelles exclu)</i>	Epargne brute	Remboursement du capital	Epargne nette
2022	3 676 683 €	3 002 840 €	673 843 €	387 868 €	285 975 €
2021	3 510 364 €	2 754 810 €	755 554 €	270 313 €	485 241 €
2020	3 317 465 €	2 527 184 €	790 281 €	265 474 €	524 807 €
2019	3 349 050 €	2 563 151 €	785 899 €	395 541 €	390 358 €
2018	3 369 803 €	2 553 193 €	816 610 €	333 901 €	482 709 €

- *Autofinancement brut* :

C'est l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.

- Egalement appelé « Epargne brute », l'autofinancement brut est affecté à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement et notamment au remboursement de la dette.

- *Autofinancement net* :

C'est la part de l'autofinancement brut affectée au financement des équipements municipaux. C'est en quelque sorte sa capacité à investir.

Egalement appelé « Epargne nette », il est calculé par la différence entre l'autofinancement brut et le remboursement du capital des emprunts.

III- Prospective 2023-2026

- Section de fonctionnement : prospective 2023-2026
- Section d'investissement : prospective 2023-2026
- Synthèse investissement 2023 – projet BP
- Détail des dépenses d'investissement par programme
- Détail des subventions d'investissement
- Orientations pour équilibrer le budget

Section de fonctionnement : prospective 2023-2026

Recettes réelles de fonctionnement		CA 2021	CA 2022	2023	2024	2025	2026
70	Produits des services	343 K€	376 K€	427 K€	428 K€	471 K€	473 K€
73	Impôts et taxes	1 969 K€	2 042 K€	2 085 K€	2 180 K€	2 224 K€	2 261 K€
74	Dotations et participations	1 126 K€	1 176 K€	1 212 K€	1 215 K€	1 343 K€	1 346 K€
75	Autres produits de gestion courante	73 K€	82 K€	82 K€	83 K€	83 K€	84 K€
013	Atténuation de charges	80 K€	58 K€	30 K€	31 K€	32 K€	33 K€
		3 591 K€	3 734 K€	3 836 K€	3 937 K€	4 153 K€	4 197 K€
			3,98%	2,73%	2,63%	5,49%	1,06%
Dépenses réelles de fonctionnement		CA 2021	CA 2022	2023	2024	2025	2026
011	Charges à caractère général	1 011 K€	1 166 K€	1 310 K€	1 357 K€	1 415 K€	1 450 K€
012	Charges de personnel	1 299 K€	1 387 K€	1 418 K€	1 475 K€	1 704 K€	1 765 K€
65	Autres charges de gestion courante	433 K€	404 K€	523 K€	450 K€	455 K€	460 K€
66	Charges financières	92 K€	103 K€	100 K€	89 K€	79 K€	69 K€
		2 835 K€	3 060 K€	3 351 K€	3 371 K€	3 653 K€	3 744 K€
			7,94%	9,51%	0,60%	8,36%	2,49%
EPARGNE BRUTE		756 K€	674 K€	485 K€	566 K€	500 K€	453 K€
REMBOURSEMENT DU CAPITAL		270 K€	388 K€	431 K€	436 K€	442 K€	448 K€
EPARGNE NETTE		486 K€	286 K€	54 K€	130 K€	58 K€	5 K€

Section d'investissement : prospective 2023-2026

Dépenses d'investissement	CA 2021	CA 2022	2023	2024	2025	2026
Investissements récurrents	529 K€	540 K€	550 K€	550 K€	550 K€	550 K€
Equipements non affectés			480 K€	110 K€	650 K€	650 K€
Aménagement allée Maryse Bastié + maison av. Atlantique + toilettes sèches + espace France Services + nouveaux ateliers municipaux	360 K€					
Aménagement rue du Château d'eau et allée de la Gare	166 K€	750 K€	88 K€			
Réhabilitation du complexe sportif Henri Dupont	131 K€	1 378 K€	100 K€			
Boulodrome	57 K€	57 K€				
Terrain de football synthétique	20 K€	1 269 K€	14 K€			
Réfection du parking des fêtes (ombrières)			428 K€			
Aménagement avenue de l'Atlantique			45 K€			
Extension du pôle de santé pluridisciplinaire			750 K€			
Etude de programmation - plan guide	4 K€	33 K€				
Désamiantage et démolition bâtiments communaux désaffectés		12 K€	169 K€			
Vidéoprotection			50 K€			
Mise en sécurité mare rue du Château d'Eau		32 K€	31 K€			
Mise en place de panneaux photovoltaïques			60 K€			
Projet du Conseil Municipal Enfants			22 K€			
Crèche			60 K€	540 K€		
TOTAL DEPENSES EQUIPEMENT	1 263 K€	4 071 K€	2 847 K€	1 200 K€	1 200 K€	1 200 K€
Remboursement de la dette	270 K€	388 K€	431 K€	436 K€	442 K€	448 K€
	1 533 K€	4 459 K€	3 276 K€	1 636 K€	1 642 K€	1 648 K€
Recettes d'investissement	CA 2021	CA 2022	2023	2024	2025	2026
Emprunts		3 000 K€				
FCTVA	165 K€	238 K€	163 K€	430 K€	257 K€	257 K€
Taxe d'aménagement	68 K€	89 K€	90 K€	90 K€	90 K€	90 K€
Subventions	224 K€	107 K€	459 K€	375 K€	500 K€	300 K€
	457 K€	3 434 K€	712 K€	895 K€	847 K€	647 K€

Commentaires

L'ouverture de la crèche prévue en janvier 2025 entraîne :

⇒ Une augmentation des dépenses à caractère général (chapitre 011) pour environ + 24 K€ et des dépenses de personnel (chapitre 012) pour environ + 170 K€ ;

⇒ Une augmentation des produits des services (participation des familles) pour environ + 41 K€ et de la participation C.A.F. / M.S.A. pour environ + 139 K€ ;

⇒ Une subvention d'investissement de la C.A.F. de 252 000 €.

Synthèse investissement 2023 – projet BP 2023

BUDGET PRIMITIF 2023 - VIEILLEVILLE			
FONCTIONNEMENT	Dépenses de fonctionnement = 4 378 057,81 €	011 - Charges à caractère général = 1 310 344,04 €	70 - Produits des services = 426 942,00 €
		012 - Charges de personnel = 1 417 750 €	73 - Impôts et taxes = 2 085 409 €
		65 - Autres charges de gestion courante = 523 008,05 €	74 - Dotations, participations = 1 212 151 €
		66 - Charges financières (intérêts des emprunts) = 100 048,98 €	75 - Autres produits de gestion courante = 82 146 €
		67 - Charges exceptionnelles = 21 477,50 €	76 - Produits financiers = 3 €
		68 - Dotations provisions = €	77 + 78 - Produits exceptionnels + reprise sur provisions = 19 637 €
		022 - Dépenses imprévues = 9 939,84 €	013 - Atténuation de charges = 30 000 €
		023 - Virement à la section d'investissement = 604 844,09 €	002 - Excédent de fonct. N-1 = 445 806,66 €
		042 - Opérations d'ordre = 390 645,31 €	042 - Opérations d'ordre = 75 963,15 €
INVESTISSEMENT	Dépenses d'investissement = 3 378 689,22 €	10 - Taxe d'aménagement (trop perçue) = 20 000 €	024 - Produits des cessions = 50 000 €
		16 - Capital des emprunts + caution = 436 000 €	10 - Dotations, fonds divers et réserves = 252 706,35 €
		2 - Equipements bruts = 2 341 848 € + R.A.R. 2022 : 504 878,07 € = 2 846 726,07 €	13 - Subventions d'investissement = 251 598 € + R.A.R. 2022 : 207 371,29 €
			16 - Dépôts et cautionnements reçus = 3 000 €
			16 - Emprunt d'équilibre = 1 023 000 €
			001 - Excédent d'inv. N-1 = 595 524,18 €
	021 - Virement de la section de fonctionnement = 604 844,09 €	Recettes d'investissement = 3 378 689,22 €	
	040 - Opérations d'ordre = 75 963,15 €	040 - Opérations d'ordre = 390 645,31 €	

Détail des dépenses d'investissement par programme

PROGRAMME	DESIGNATION	RAR 2022	BP 2023	TOTAL
902	ACQUISITIONS DE TERRAINS ET IMMEUBLES		50 000,00 €	50 000,00 €
903	ACQUISITION MATERIEL, MOBILIER, VEHICULES	1 610,38 €	98 705,00 €	100 315,38 €
904	BATIMENTS COMMUNAUX	182 901,68 €	150 193,00 €	333 094,68 €
905	COMPLEXE DE LOISIRS "TRIANON"		13 000,00 €	13 000,00 €
906	ECOLE PAUL EMILE VICTOR	1 018,80 €	12 800,00 €	13 818,80 €
907	CENTRE PAUL CLAUDEL	1 293,00 €	14 160,00 €	15 453,00 €
908	VIE SCOLAIRE		32 050,00 €	32 050,00 €
909	ECONOMIE D'ENERGIE		30 000,00 €	30 000,00 €
910	CRECHE		60 000,00 €	60 000,00 €
911	VOIRIE	173 720,00 €	851 040,00 €	1 024 760,00 €
914	AMENAGEMENT SPORTIF	107 520,84 €	80 450,00 €	187 970,84 €
915	RESTAURATION DE L'EGLISE	594,60 €	15 000,00 €	15 594,60 €
916	CIMETIERE	8 460,00 €	31 100,00 €	39 560,00 €
919	ESPACE PAUL CEZANNE	4 580,52 €	5 000,00 €	9 580,52 €
920	PLAN LOCAL D'URBANISME		15 000,00 €	15 000,00 €
921	ESPACES VERTS		103 350,00 €	103 350,00 €
926	FOYER DES JEUNES		5 000,00 €	5 000,00 €
927	POLE SANTE		750 000,00 €	750 000,00 €
929	LAC DES VALLEES	20 160,00 €	5 000,00 €	25 160,00 €
930	LIAISON DOUCE	3 018,25 €	10 000,00 €	13 018,25 €
931	PLACE DES NEGRIERS		10 000,00 €	10 000,00 €
	TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT	504 878,07 €	2 341 848,00 €	2 846 726,07 €

Détail des subventions d'investissement

DESIGNATION	RAR 2022	BP 2023	TOTAL
Subvention au titre du fonds de transformation numérique des collectivités territoriales (c/ refonte du site internet mutualisé avec d'autres communes)		5 000,00 €	5 000,00 €
Suvention au titre du plan de relance - continuité pédagogique pour un socle numérique dans les écoles élémentaires		978,00 €	978,00 €
Participation financière du Département (c/ rue du Château d'Eau et allée de la Gare)	104 880,00 €	38 620,00 €	143 500,00 €
D.E.T.R. 2022 (c/ terrain de foot synthétique)		112 000,00 €	112 000,00 €
Subvention au titre du Fonds d'Aide au Football Amateur (c/ terrain de foot synthétique)		25 000,00 €	25 000,00 €
D.E.T.R. 2020 (c/ réhabilitation du complexe sportif)		70 000,00 €	70 000,00 €
D.S.I.L. 2021 "plan de relance" (c/ réhabilitation du complexe sportif)	54 891,29 €		54 891,29 €
Subvention de l'Agence Nationale du Sport (c/ réhabilitation du complexe sportif)	47 600,00 €		47 600,00 €
TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT	207 371,29 €	251 598,00 €	458 969,29 €

Orientations pour équilibrer le budget

- Maîtriser les dépenses de fonctionnement
- Augmenter les recettes de fonctionnement
- Maîtriser le calendrier du programme d'investissement
- Être en vigilance sur tous les appels à projets et subventions
- Recourir à l'emprunt

IV - Projet Budget Primitif 2023 du budget annexe « lotissement communal »

- Dépenses et recettes de fonctionnement
- Dépenses et recettes d'investissement

Dépenses et recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	BP 2023
011 - Charges à caractère général	1 054 500,00
6015 - Terrains à aménager (acquisitions foncières + frais d'actes)	1 000 000,00
6045 - Achats d'études et prestations de services (maîtrise d'œuvre + frais de géomètre + logiciel)	50 000,00
608 - Frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement (publications et divers)	2 000,00
627 - Services bancaires et assimilés (frais dossier emprunt)	2 500,00
65 - Autres charges de gestion courante	10,00
65888 - Autres charges diverses de gestion courante (arrondis de TVA)	10,00
66 - Charges financières	20 000,00
66111 - Intérêts réglés à l'échéance	20 000,00
Total des dépenses réelles	1 074 510,00
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	18 619,31
7133 - Variation des en-cours de production de biens	18 619,31
043 - Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement	22 500,00
608 - Frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement (intérêts + frais dossier emprunt)	22 500,00
Total des opérations d'ordre	41 119,31
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 115 629,31
TOTAL	1 115 629,31
Recettes de fonctionnement	BP 2023
Total des recettes réelles	0,00
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 093 129,14
7133 - Variation des en-cours de production de biens	1 093 129,14
043 - Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement	22 500,00
796 - Transferts de charges financières (intérêts + frais dossier emprunt)	22 500,00
Total des opérations d'ordre	1 115 629,14
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 115 629,14
002 - Résultat reporté (fonctionnement)	0,17
TOTAL	1 115 629,31

Dépenses et recettes d'investissement

Dépenses d'investissement	BP 2023
Total des dépenses réelles	0,00
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 093 129,14
3351 - Travaux en cours - Terrains	1 000 000,00
3354 - Travaux en cours - Etudes et prestations de services	68 619,14
33581 - Travaux en cours - Frais accessoires	2 000,00
33586 - Travaux en cours - Frais financiers	22 510,00
Total des opérations d'ordre	1 093 129,14
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 093 129,14
001 - Résultat reporté (investissement)	18 619,14
TOTAL	1 111 748,28
Recettes d'investissement	BP 2023
16 - Emprunts et dettes assimilées	1 093 128,97
1641 - Emprunts auprès des établissements de crédit en euros	1 093 128,97
Total des recettes réelles	1 093 128,97
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	18 619,31
3354 - Travaux en cours - Etudes et prestations de services	18 619,31
Total des opérations d'ordre	18 619,31
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 111 748,28
TOTAL	1 111 748,28

Commentaires

- ➔ Un emprunt de 300 000 € va être contracté courant avril 2023 afin de financer l'acquisition foncière de la parcelle n°YT 21 pour 224 405 € (budget lotissement communal).

Accusé de réception en préfecture
044-214402166-20230302-DCM2023-009-DE
Date de réception préfecture : 06/03/2023

Commune de
Vieillevigne
Veille en mon nom, jeune en mon cœur

Merci de votre attention